



Le point en bref

AUTOMNE 2024

Le Québec en progression

La reprise économique s’amorce en 2024 au Québec. Depuis 2018, la bonne performance de notre économie a permis de réduire l’écart de niveau de vie avec l’Ontario. Ce rattrapage est soutenu par l’action de notre gouvernement pour protéger le pouvoir d’achat des Québécois et appuyer l’essor de nos secteurs stratégiques.

Dans le cadre du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l’automne 2024, nous répondons aux enjeux prioritaires des Québécois. Nous investissons pour soutenir le secteur forestier qui se relève des feux de forêt ayant frappé le Québec à l’été 2023, nous poursuivons le travail pour favoriser l’accès au logement et nous présentons notre plan de financement pour soutenir les sociétés de transport collectif. Des efforts sont également déployés pour accroître la sécurité des citoyens sur tout le territoire québécois.

Nous demeurons déterminés à retourner à l’équilibre budgétaire de façon responsable et progressive. Pour la période de 2023-2024 à 2025-2026, nous composons avec une détérioration temporaire des finances publiques, qui s’explique notamment par le ralentissement synchronisé de l’économie mondiale combiné à certains facteurs cycliques propres au Québec. Grâce à notre examen des dépenses fiscales, nous prévoyons déjà une amélioration du solde budgétaire de 700 millions de dollars à terme, ce qui portera le déficit structurel à 3,2 milliards de dollars en 2028-2029, soit 0,5 % du PIB.

Le Québec progresse grâce aux gestes responsables que nous posons. Le travail se poursuit!

Eric Girard

Ministre des Finances et ministre responsable des Relations avec les Québécois d’expression anglaise

Le point sur la situation économique et financière du Québec de l'automne 2024 prévoit :

Des investissements additionnels de près de 2,1 G\$ d'ici cinq ans pour répondre aux enjeux prioritaires



Augmenter le soutien au secteur forestier
252 M\$



Consolider le soutien aux Québécois
218 M\$



Favoriser le développement des collectivités
1,2 G\$

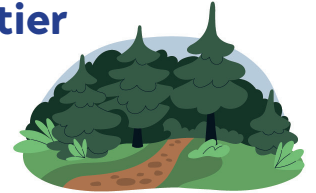


Assurer la sécurité des collectivités
433 M\$

2,1 G\$ pour répondre aux enjeux prioritaires

252 M\$ pour augmenter le soutien au secteur forestier

- Soutenir le secteur de la transformation du bois
- Investir dans les efforts de reboisement



218 M\$ pour consolider le soutien aux Québécois

Favoriser l'accès au logement

- Accélérer la construction de nouveaux logements
- Attribuer 500 unités additionnelles du Programme de supplément au loyer aux jeunes en difficulté
- Accroître la capacité d'intervention du Tribunal administratif du logement



Augmenter les suppléments de revenu de travail pour les prestataires d'assistance sociale

1,2 G\$ pour favoriser le développement des collectivités

- Appuyer la transition des sociétés de transport collectif
- Contribuer au dynamisme de la métropole et de la Capitale-Nationale



433 M\$ pour assurer la sécurité des collectivités

Répondre aux impacts des inondations

- Assister les victimes de la tempête post-tropicale Debby et reconstruire les infrastructures endommagées

Déployer 18 nouveaux sites cellulaires

- Bas-Saint-Laurent, Mauricie et Saguenay–Lac-Saint-Jean

Honorer les obligations de couverture policière au Nunavik



Optimiser et actualiser le régime fiscal

Indexer le régime fiscal au bénéfice de tous les Québécois (2,85 % dès le 1^{er} janvier 2025)

Allègement fiscal de 5,2 G\$ sur cinq ans pour soutenir les ménages

- 1,1 G\$ par année à l'égard du régime d'imposition des particuliers
- 93 M\$ par année provenant du rehaussement des prestations d'assistance sociale

Réduire de 3,4 G\$ les dépenses fiscales d'ici cinq ans

Optimiser le crédit d'impôt pour la prolongation de carrière (887 M\$)

- Le rendre plus attrayant pour les travailleurs de 65 ans ou plus et mieux cibler les travailleurs à plus faible revenu
- Rehausser l'âge d'admissibilité à 65 ans

Harmoniser la fiscalité des gains en capital avec le régime fédéral (2,5 G\$)

- Une hausse qui touche 0,1 % des contribuables chaque année
- Mesures d'atténuation mises en place pour favoriser l'investissement



La situation économique du Québec

Le contexte économique est propice à une croissance durable grâce au retour de l'inflation à un niveau faible et prévisible et à la diminution progressive des taux d'intérêt

Croissance économique au Québec

(PIB réel, variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Le rattrapage du niveau de vie se poursuit

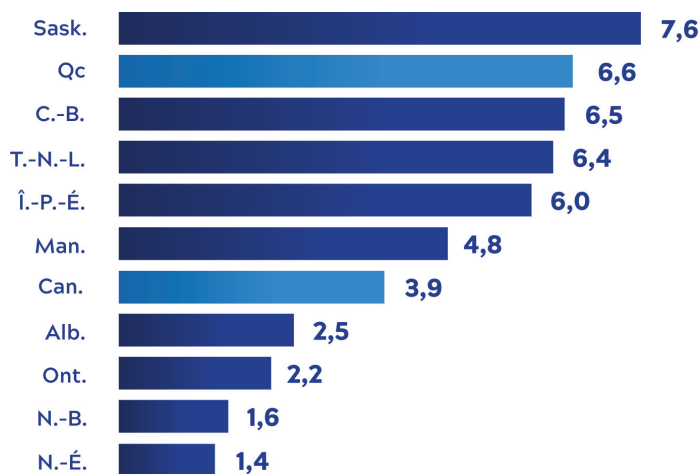
Réduction importante de l'écart de richesse avec l'Ontario



Note : Mesuré par le PIB/habitant

Croissance du revenu disponible par habitant entre 2018 et 2023

(variation en pourcentage, en termes réels)



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

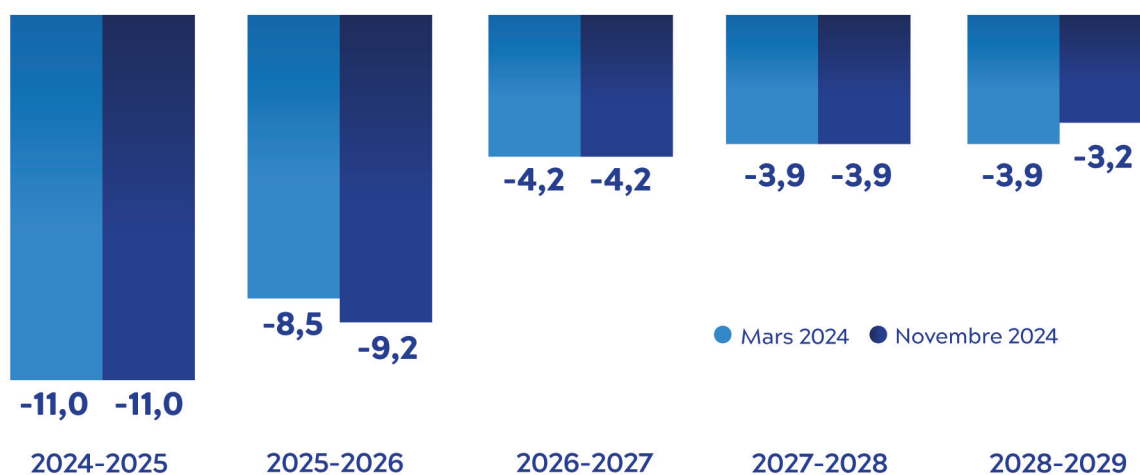
La situation financière du Québec

Une diminution du déficit structurel à 3,2 G\$ en 2028-2029 (0,5 % du PIB), soit une amélioration de près de 700 M\$ par rapport à mars 2024

Le gouvernement maintient son engagement de retourner à l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030, après versements au Fonds des générations, et déposera le plan pour y arriver au moment de la publication du budget 2025-2026



Évolution du déficit budgétaire selon la Loi sur l'équilibre budgétaire
(en milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec.

La réduction du poids de la dette, qui contribue à l'équité intergénérationnelle, demeure une priorité

Au 31 mars 2025, le poids de la dette nette s'établira à 39 % du PIB

- Il s'agit d'un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie
- L'objectif de le diminuer à 30 % d'ici 2037-2038 est maintenu



Quebec.ca/lepoint